

juillet /décembre
2010
N°11



Lettre de l' AISLF

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

Éditorial

Avec cette deuxième décennie, nous voilà de plain-pied dans le XXI^{ème} siècle. Bien sûr, il s'en faut que les divisions du calendrier correspondent à des périodes de l'histoire. Plusieurs transformations encore en cours nous disent que notre siècle actuel est plus vieux qu'on le croit et qu'il aurait commencé avec ce que nous avons nommé société postindustrielle, postmoderne, etc., concepts dans lesquels nous avons logé pêle-mêle la fin des grands récits, les NTIC, l'hyperindividualisation, la redéfinition des genres et de la sexualité, la mondialisation, l'érosion des États-nations, la multipolarisation du monde, etc.

Les années 1970 et 1980 sont des années pivotales, de crise des anciens paradigmes et de réouverture théorique. Une histoire de l' AISLF,

même limitée aux thématiques de nos colloques et congrès, mettrait en évidence notre participation à ce tournant des sociétés modernes et à l'effort réflexif mondial pour en définir les contours.

En termes de périodisation historique, notre siècle aurait donc déjà trois à quatre décennies. Pas vieux mais presque à maturité. La conscience réflexive est une sorte de Janus en tension entre le passé diversement mis en cases et l'énigmatique présent. Ne pas appréhender aujourd'hui avec le regard d'hier exige un effort délibéré. Une bonne partie des acteurs de 1968 avait tendance à mettre le nouveau vin dans les vieilles outres de la lutte des classes industrielles. La cécité du terrorisme à base religieuse est bien pire, puisqu'elle pousse l'ancrage dans un idéal pré-moderne. Ce qui est bien différent que de réclamer une réappropriation originale du parcours et du devenir de la modernité, comme on en trouve la revendication dans les pays émergents.

La rubrique «Ouvertures» de ce numéro porte sur la Chine, un pays qui précisément opère une transition accélérée vers à la fois la modernité et la postmodernité. En octobre 2010, nous avons tenu notre premier colloque en Chine. C'était une manifestation de notre désir d'établir des liens continus avec une sociologie qui, dans ce quart du monde, conquiert peu à peu son espace de participation à la représentation et à l'invention de la société. La création même de l' AISLF revendiquait une multipolarité sociologique ; nous sommes donc bien placés pour reconnaître l'originalité de la transition chinoise et des efforts déployés pour la théoriser.

André Petitat

Sommaire

Éditorial	p.1
Activités du Bureau	p. 2
Activités des CR et GT	p. 5
Dossier : Les sociologues et l'Europe	p. 16
Ouvertures : Sociologie et Francophonie en Chine	p. 19
Informations diverses	p. 24

Activités du Bureau

Décisions du Bureau à Guangzhou, Chine, octobre 2010

PROCHAINES RÉUNIONS DU BUREAU

* **Athènes** : réunion samedi 28 et dimanche 29 mai 2011. Colloque les jeudi 26 et vendredi 27 mai sur : « Culture et barbarie : communication et société contemporaine. Hommage à Edgar Morin ». L'appel à communication sera diffusé vers la fin du mois d'octobre pour une date limite de réponse en janvier 2011.

* **Nancy** : le thème du colloque portera sur la démocratie participative entre Europe et mondialisation. Seront associés les CR 08, 30 et 34. Période retenue : octobre 2011 ; lieu : Université de Nancy 2.

* **Braga** : pas de modification au projet existant.

NOUVELLES CANDIDATURES

Réuni le 8 juin 2010, l'exécutif du Bureau a examiné, comme cela avait été décidé pour accélérer les admissions, 17 candidatures qui ont toutes été acceptées, soit 10 hommes et 7 femmes dont 3 doctorants et 1 doctorante.

Le Bureau examine 19 candidatures ; elles sont toutes acceptées, soit 9 hommes et 10 femmes dont 4 doctorants et 5 doctorantes, venant de : Allemagne 1 ; Cameroun 2 ; Canada 3 ; France 8 ; Portugal 1 ; Sénégal 1 ; Suisse 1 ; Turquie 1 ; Tunisie 1.

LETTRE DE L' AISLF

* **N°11** : à paraître fin décembre 2010 si possible. Le dossier sera consacré à la question « Les sociologues et l'Europe ». Le sommaire est mis au point et les responsabilités attribuées.

* **N°12** : datée de janvier-juin 2011, elle comprendra la présentation du CR 30 *Inégalités, identités et liens sociaux* ; le dossier sera consacré à la professionnalisation de la sociologie, et la rubrique « Ouvertures » à

« Sociologie et Francophonie en Grèce » (lieu de la réunion du Bureau en mai).

REVUE SOCIOLOGIES

* **Dernière livraison** en septembre 2010 particulièrement abondante (23 articles au total). Inauguration de la nouvelle rubrique « Grands résumés » qui marche bien pour le moment.

* **Les différentes rubriques** sont plus ou moins dynamiques et certaines demandent une attention particulière pour bien fonctionner

* **Revue totalement gratuite ou partiellement payante ?** Elle fonctionne actuellement sur un modèle qui conjugue le bénévolat et la mise à disposition de personnel, et n'est donc pas viable à long terme. Travailler à un financement pour la pérenniser. Des dossiers ont été déposés.

Revue.org a fait à toutes les revues du portail une série de propositions qui visent à rentabiliser la publication en ligne. Cette proposition correspond à un mouvement général de marchandisation et doit donc être acceptée avec regret.

CR ET GT

* Demande de création d'un nouveau GT « Corps, techniques, sciences et société ». Les conditions étant réunies, cette création est acceptée. Le GT portera le n°01.

* Création en cours d'un GT sur les droits humains sous la responsabilité de Vittorio Cotesta. Ce sera le GT 13.

* Le GT 03 est sans activité depuis de nombreuses années. Il n'a plus vocation à figurer dans nos listes.

* La campagne de recueil de textes décrivant chaque CR et GT sur le site s'est poursuivie. Actuellement, encore neuf textes manquent pour les CR et sept pour les GT. Relancer le processus.

REDoc

* Première université d'été à Lausanne en juin 2010. Bilan diffusé aux participants et aux financeurs. Les retombées positives sont nombreuses. L'activité va se poursuivre avec un programme pratiquement au point jusqu'en 2012.

* Prochaine session à Montréal du 16 au 21 juin 2011. La préparation est bien avancée. Améliorer la prise en charge des doctorants des pays du Sud. Session suivante à Tunis en

automne 2011. La fréquence des sessions est appelée à augmenter après le Congrès de 2012.
* Sur le plan financier la situation financière est saine.

RELATIONS INTERNATIONALES

* Congrès de l'AIS/ISA à Göteborg (Suède) en juillet 2010

- Session AISLF : une dizaine de participants dans un lieu excentré, mais intéressante avec du temps pour le débat.

- Session des associations locales et thématiques : l'AISLF était représentée par Vittorio Cotesta mais elle n'était pas à sa place, étant déjà elle-même un réseau international. Voir avec le nouveau président de l'AIS, Michaël Buraway, qui semble ouvert à ce genre de question.

- Sessions francophones organisées au sein du RC Communication très réussies.

* **Congrès de l'ESA** (Association européenne de sociologie) en septembre 2011 à Genève sur le thème *Social Relations in Turbulent Times* : Sandro Cattacin (conférencier invité à Istanbul), président du Comité local d'organisation, propose une s e m i - p l é n i è r e francophone avec suggestion de noms et des sessions communes avec certains de nos Comités. Ont été proposés les CR 04, 06, 07, 08, 23, 29, 30, 31 et 33. La proposition est

acceptée sous réserve que les sessions avec les Comités se tiennent elles aussi en français.

* **AIDELF** (Association internationale des démographes de langue française) : rencontre en juin 2010 avec le comité directeur de l'AIDELF, intéressée à participer à notre Congrès de Rabat. Plutôt qu'une session qui viendrait en concurrence avec celles des CR et GT, proposition de s'associer avec certains d'entre eux pour organiser des sessions communes, ou même très en amont dès la rédaction de l'appel à communication.

L'AIDELF organisera un Atelier au Mans en France en 2011 sur le thème des parcours sociaux. Ce sera l'occasion de tisser de nouveaux liens entre les deux associations avant le Congrès de Rabat.

QUESTIONS DIVERSES

* **Point financier** : la situation de l'association est pour le moment saine. Rester vigilants.

* **Répartition des responsabilités du Bureau** : avec la mise en place du RéDoc et la montée en puissance de la revue *SociologieS*, les charges de travail du Président et du Secrétaire général sont devenues très lourdes, et elles sont appelées à augmenter. Il faut donc à terme répartir les responsabilités autrement au sein de l'exécutif. Diverses possibilités sont examinées. Dans tous les cas une modification des statuts s'impose.

PRÉPARATION DU CONGRÈS DE 2012 A RABAT, MAROC

* Une série de rencontres a permis de consolider les contacts et de confirmer les appuis, d'explorer les possibilités de financement, d'évoquer les parrainages à solliciter et les démarches en amont à entreprendre, d'aborder les questions pratiques comme celle de l'hébergement et du Comité d'organisation local. Un dossier préalable avec pré-programme et budget prévisionnel va être rédigé.

* **Bourses** : Mise en place d'un Comité des bourses. Il se compose de Monique Legrand, Régine Oboa et Jean Ruffier sous la présidence de Daniel Mercure. Une adresse électronique dédiée aux bourses sera ouverte sur le site du Congrès.

* **Prix du Jeune**

sociologue : destiné à un livre paru entre le Congrès d'Istanbul et celui de Rabat. Les ouvrages devront arriver en deux exemplaires avant le 15 janvier 2012 et le lauréat sera annoncé le 10 juin. Un Comité du Prix est mis en place : il se compose de Christian Lalive d'Épinay, Monique Hirschhorn, Vittorio Cotesta et Imed Melliti, sous la présidence de Johanne Charbonneau.

* **Conférenciers** : une réflexion s'engage à partir de la première liste des conférenciers mise au point lors de la réunion du Bureau à Brazzaville et de l'organisation des sessions plénières. Elle aboutit à une deuxième liste. Les contacts vont commencer à être pris et la liste sera consolidée au fur et à mesure des réponses.



Compte rendu du colloque de Guangzhou, Chine, 11-12 octobre 2010

Les 11 et 12 octobre 2010 a eu lieu à Guangzhou (Canton) en Chine un colloque de l'AISLF sur le thème : « Sociologie des nouveaux rapports de pouvoir et des formes actuelles de domination dans la société monde ».

Notre monde a profondément changé et les théories sociologiques en rendent mal compte. Si la sociologie a un sens, c'est bien dans la description des rapports de pouvoir et de domination. Le vingtième siècle a de ce point de vue tourné autour de la vision d'une société centrée sur l'industrie : la société industrielle. Les tentatives de qualifier la société actuelle n'ont certes pas manqué ; la société a été qualifiée de bureaucratique, postindustrielle, complexe, globalisée, capitaliste, néolibérale, de consommation, etc...

Aujourd'hui, il semble que les sociologues aient perdu l'envie de qualifier la société – certains se demandent même si elle existe – mais ils ne mettent pas en doute l'utilité de leur science. Nous considérerons que ce qui fait société, ce sont en tout premier les relations asymétriques qui s'établissent entre les individus. Cette asymétrie ne semble pas s'être réduite, mais il n'existe plus de théorie globale pour en rendre compte, sinon une théorie économiste libérale qui considère que les inégalités se trouvent au cœur de la performance économique.

Le Centre franco-chinois de recherche sur les organisations de l'Université SUN Yatsen a organisé sur cette question le premier colloque chinois de l'AISLF, à Canton, qui a réuni une soixantaine de sociologues, économistes et gestionnaires venant de toute la francophonie (Europe, Afrique et Amérique).

Les participants se sont efforcés de décrire ces rapports asymétriques du monde. Ouvert par

le N°3 (secrétaire du Parti) d'une Université de quelques 50.000 étudiants et que les évaluations placent dans les dix meilleures de Chine, le colloque a d'abord vu le consul général de France s'inquiéter des asymétries entre salariés de part et d'autres du monde, et miser sur les institutions internationales pour améliorer la situation. Le consul général de Belgique s'est étonné de voir la facilité avec laquelle les entreprises brouillaient les cartes des nationalités et des structures de pouvoir, inaugurant une usine TOTAL qu'on lui dit belge, et une usine de capital anglais aux dirigeants allemands et qu'on lui dit également belge. Les chercheurs occidentaux ont beaucoup insisté sur la difficulté de se repérer dans un monde où l'exploitation semble toujours plus forte, mais les exploités de moins en moins visibles. Les chercheurs chinois ont parlé d'un pouvoir clairement incarné par un petit groupe de dirigeants et dont la politique réussit un développement de l'économie du pays au détriment souvent de la plupart des citoyens. Les chercheurs d'Afrique centrale décrivent des



sociétés qui n'arrivent pas à émerger dans des mondes encore gouvernés par des relations claniques ou familiales.

Plusieurs exposés ont renvoyé à la production de richesses, la responsabilité d'une dégradation identitaire des travailleurs : de plus en plus nombreux sont ceux qui ne peuvent pas se projeter dans l'avenir pour dire le travail qu'ils feront demain, le statut qu'ils auront. Ils n'ont plus d'image de leur métier. Souvent sans interlocuteur hiérarchique, il leur faut imaginer comment rester employables. Laissés seuls face à eux-mêmes, il ne leur reste plus qu'à trouver leur propre voie. Le fait de pratiquer un métier qui permet de se projeter dans l'avenir est considéré maintenant comme un privilège, voire un archaïsme. Une idéologie se met en place qui demande à chacun de se recréer indéfiniment. Certains mettent en évidence les souffrances que ces nouvelles contraintes font peser sur les individus. D'autres insistent sur l'autonomie ainsi acquise sans être conquise, autonomie si forte qu'elle semble devoir être



soutenue par des aides externes. D'autres s'interrogent pour savoir sur quoi repose cette obéissance aux dictats d'une domination dont les maîtres restent cachés. Ce colloque a été un lieu fort de tension et de réflexion et il laisse le sentiment d'avoir plus soulevé des questions essentielles qu'encore vraiment montré comment les traiter.

Décidé il y a un an et sans financements initiaux, le colloque a bénéficié du soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie, des consulats ou ambassades de Belgique, France et Suisse, de l'Alliance française de Canton, des laboratoires Pourquery, de l'Université des langues étrangères du Guangdong, mais surtout des départements de sociologie et de gestion de l'Université SUN Yatsen.

Les participants ont pu observer directement les conditions de travail dans l'atelier du monde à travers des visites organisées dans les ateliers textiles de Canton. Ils ont surtout constaté que la question du pouvoir et de la domination était plus ouverte qu'il n'y paraît et qu'elle peut se discuter aussi en Chine et avec des Chinois. Le département de sociologie de l'Université invitante a particulièrement apprécié de voir des étrangers se pencher avec eux non sur la Chine mais sur une question commune qui se pose dans le monde entier : quel type d'oppression vivons-nous ? Il a décidé de s'impliquer davantage dans l'AISLF, c'est-à-dire qu'une participation chinoise au congrès de Rabat est déjà programmée.

Un dossier de la revue *SociologieS* reprendra quelques communications.

Jean Ruffier
<jean.ruffier@univ-lyon3.fr>



■ Activités des CR et des GT

Colloques organisés par les CR et les GT au premier semestre 2010

Institutionnalisation-désinstitutionnalisation de l'intervention sociale 28 et 29 janvier 2010, Rouen, France

Ce colloque était organisé par le CR 34 *Intervention et politiques sociales* en collaboration avec le GRIS de l'Université de Rouen.

L'État social s'est caractérisé dans la plupart des pays occidentaux développés par une institutionnalisation accrue de ses modes d'intervention dans le champ des politiques sociales et plus spécifiquement au niveau de la régulation sociale. Une des formes les plus accomplies qu'a revêtue ce processus d'institutionnalisation s'est concrétisée dans le développement du travail social professionnalisé.

Or ce mouvement est en voie de recomposition pour différentes raisons que ce colloque se propose d'étudier. Mouvement qui se traduit à la fois par une remise en cause des institutions intervenant traditionnellement dans ce champ et par la promotion de nouveaux modes, de nouvelles organisations et de nouveaux acteurs.

Ce mouvement qui déstabilise l'organisation de l'État et des institutions participant à cette fonction de régulation sociale a été au cœur des interrogations. Ceci autour de quatre grandes questions : 1) L'intervention sociale se déprofessionnalise-t-elle ? 2) Quelles formes nouvelles prend dans ce contexte le contrôle social ? 3) Comment ce mouvement imprime-t-il sa marque au mode de gestion des institutions et en retour comment ces modes de gestion affectent-ils la conception et la mise en œuvre

de l'intervention sociale ? 4) Assiste-t-on à l'émergence d'un nouveau mode d'intervention et de régulation sociale, que d'aucuns appellent « le social de compétition », qui contournerait les institutions traditionnelles du champ ? Au-delà de la controverse théorique, les questions soulevées ici revêtent une importance pratique car il en va de l'avenir des grandes institutions qui ont caractérisé l'État-providence avec leurs milliers de professionnels. Ce colloque ne s'est donc pas limité à la discussion des thèses en présence par les chercheurs de différents pays mais était largement ouvert aux intervenants sociaux de terrain et aux structures qui les encadrent

Le colloque comportait :

- des séances plénières les deux premières matinées autour d'interventions – huit – de caractère théorique et problématique sur les transformations de l'intervention sociale faisant se succéder des conférenciers français, belges et suisses ; sociologues et juristes.
- des ateliers : douze au total, réunissant chacun une vingtaine de personnes, sur les quatre thèmes mentionnés plus haut. Plus de cinquante chercheurs y ont présenté des communications.

Au total, plus de cent vingt personnes ont participé au débat. Majoritairement mais pas exclusivement, des chercheurs et des universitaires. Les dominantes disciplinaires étaient la sociologie, l'anthropologie et l'économie plus des chercheurs spécialisés sur le travail social provenaient de France, de Belgique, de Suisse, du Luxembourg, et d'Amérique latine (Argentine, Mexique).

Toutes les communications en atelier ont fait l'objet d'un CD rom remis à chaque participant. Une publication est en préparation chez Octares (2011).

François Aballéa
<aballea@epeire.univ-rouen.fr>



Les mobilités éprouvantes (Re)connaître les pénibilités des déplacements ordinaires

25 et 26 mars 2010, Bruxelles, Belgique

Il s'agissait de la dixième édition du colloque annuel du groupe de travail *Mobilités spatiales et fluidité sociale* de l'AISLF. Cette longévité témoigne du dynamisme et de la stabilité du GT 23, ainsi que de l'intérêt que ses travaux suscitent auprès des spécialistes. En 2010, le comité scientifique était composé de six sociologues, trois géographes, un anthropologue et un psychologue. Parmi les sociologues, on trouvait des spécialistes de la santé, du travail et de la mobilité.

Le colloque international « Les mobilités éprouvantes » a réuni à l'Université libre de Bruxelles vingt conférenciers et une soixantaine de participants, ainsi que les onze membres du comité scientifique. Ce sont donc plus de 90 personnes qui ont échangé au cours de ces deux journées. Les conférenciers provenaient de différents horizons disciplinaires (sociologie, géographie, économie, science juridique) et de cinq pays différents (Belgique, France, Suisse, Canada, Allemagne), tandis que le comité scientifique comptait également une personne issue du Grand Duché du Luxembourg. Les participants étaient majoritairement belges, mais une dizaine provenaient de France. Parmi eux, on trouvait des chercheurs universitaires, du personnel d'administrations et d'organismes de transport public, du personnel d'associations actives dans le domaine des transports, ainsi que des étudiants.

Les présentations, au nombre de seize, furent organisées de manière thématique par la tenue de cinq ateliers spécifiques : les déplacements des adolescents, les mobilités professionnelles, les situations de mobilité et d'immobilité forcées, la production sociale des mobilités pénibles, ainsi que la sociabilité dans les espaces circulatoires. La plupart des exposés furent d'une qualité indéniable, fondés sur la présentation de corpus de données originaux et appropriés. La problématique de la pénibilité fut quant à elle abordée de diverses manières, en fonction des méthodologies et des terrains de chacun des orateurs. Bien que certains d'entre eux n'aient pas proposé de véritable conceptualisation de la pénibilité, celle-ci fut cependant appréhendée

à la fois au niveau géographique, sociologique et ethnographique, en donnant une image multidimensionnelle. Après les exposés d'une vingtaine de minutes, de nombreux échanges eurent lieu avec les orateurs.

Les actes du colloque seront publiés sous la forme d'un numéro spécial de la revue *Articulo. Revue de sciences humaines*, disponible en ligne (<http://articulo.revues.org/>) au début de l'année 2011.

Pierre Lannoy
<pilannoy@ulb.ac.be>

Eau, lien social et dynamiques locales **15-17 avril 2010, Hammamet, Tunisie**

Le CR23 *Sociologie de l'environnement et du développement durable* a programmé l'organisation de ce colloque intermédiaire en Tunisie entre le congrès AISLF d'Istanbul (2008) et celui de Rabat (2012).

Avec l'appui de plusieurs organisations : Association Tunisienne de Sociologie (ATS), Laboratoire Régions et Ressources Patrimoniales de Tunisie, Association internationale de Sociologie en Langue Française (AISLF), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC), Institut Français de coopération (IFC), SEMAT, le pari de cette manifestation scientifique était de faire le point sur la recherche portant sur la question de l'eau.

Dans de nombreuses parties du monde, la pression croissante en eau destinées aux usages domestiques, industriels ou à l'irrigation continue de provoquer des tensions et des conflits parfois violents. Cette situation liée à une dégradation des ressources naturelles et hydriques produit des transformations importantes : des communautés de paysans sont en voie de disparition, une « reterritorialisation » des activités s'impose, des paysages sont reconfigurés et des modes de vie transformés... L'implication croissante des structures sociopolitiques internationales, nationales et locales et des acteurs économiques dans la gestion de l'eau questionne l'évolution des modes de gouvernance des ressources en eau. Le colloque « Eau, lien social et dynamiques

locales » organisé en quatre axes (Axe I. L'eau, les territoires et l'environnement, Axe II. Les modes de gouvernance de l'eau et la gestion adaptative, Axe III. Les inégalités d'accès à l'eau potable en milieu urbain et rural, Axe IV. Les cultures de l'eau face à des ressources fluctuantes en qualité et en quantité : l'eau dans différentes régions du monde) a réuni 45 contributions de sociologues, d'anthropologues et d'experts d'Europe méditerranéenne, du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne pour rendre compte des phénomènes complexes liés aux transformations des usages et de la gestion de l'eau et s'interroger conjointement sur les représentations, sur les nouveaux liens sociaux,



sur les modes de *gestion adaptative* et les innovations techniques en cours d'émergence.

Le colloque était aussi une occasion pour rendre hommage au professeur Khalil Zamiti (qui a fait partie du Bureau de l'AISLF de 1975 à 1985). « Mr. Khalil Zamiti, l'un des plus brillants et des plus connus à l'étranger parmi les intellectuels tunisiens », d'après Andrée Michel, Directeur honoraire de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique, ou encore le Professeur Jean Ziegler lorsqu'il parle à propos du professeur Zamiti de « l'un des sociologues arabes contemporains les plus prestigieux et les plus respectés ».

Nous remercions particulièrement nos collègues pour leur participation et conseils avisés avant et durant le colloque : Denis Salles, Gilles Ferréol, Abdel Hamid Larguech, Salvador Juan, Chantal Aspe, Khalil Zamiti, Nouredine Nacer, Rabah Nabli, Mohsen Bouazizi, Didier Busca, Toufik Ftaita, Jean Yves Boursier, Yves Guillermou, Alia Gana et Mustapha Tamba, Adel Belhaj Rhouma.

Hassane Mouri
<hassanmouri@hotmail.com>

**Le naturalisme dans les sciences
sociales
4-6 mai 2010, Strasbourg, France**

Naturalisme est un terme polysémique. D'une part, il a souvent désigné la résolution que certains chercheurs en sciences sociales ont prise de se conformer aux principes et méthodes des sciences de la nature. Sous cet aspect, on peut dire que la notion de naturalisme interpelle la fondation même de la sociologie. En effet, Auguste Comte proposa le terme de sociologie (en 1839 dans son *Cours de philosophie positive*), pour remplacer l'expression de « physique sociale » (que pourtant il utilisa lui-même un temps) chère à Adolphe Quételet. Si Auguste Comte souhaita remplacer l'expression « physique sociale » par le mot sociologie, c'est avant tout parce qu'il trouvait cette expression impropre en ce qu'elle suggérerait l'idée d'une trop grande proximité entre la sociologie et la science physique. Si Comte pensait qu'il y avait une continuité historique entre toutes les disciplines scientifiques, il défendait l'idée que la sociologie, la dernière-née, était aussi la plus complexe et qu'en raison de cette complexité, elle ne pouvait donner lieu à une mise en équation mathématique. C'est pourquoi, Comte comparait plus volontiers la sociologie à la biologie : « Du reste toute idée de nombre effectif et de loi mathématique étant déjà directement interdite en biologie, comme je l'ai suffisamment expliqué, elle doit être, à plus forte raison, radicalement exclue des spéculations encore plus compliquées de la sociologie » (*Cours de philosophie positive*, T.2, p. 168). Quoi qu'il en soit, ces interrogations inaugurales montrent que les liens entre sciences de la nature et sciences sociales sont complexes et à tout le moins ambivalents. Ils peuvent relever d'une relation d'inspiration ou au contraire de suspicion voire de défiance. D'autre part, le terme de naturalisme convoque les résultats les plus récents des sciences cognitives et des neurosciences lorsqu'il qualifie la thèse selon laquelle les contenus mentaux sont la conséquence d'une activité biologique et donc naturelle. Cette activité biologique est, bien entendu, celle du cerveau et, plus spécifiquement aujourd'hui, celle des neurones.

Ces deux aspects, qui sont impliqués dans cette rencontre scientifique de Strasbourg, co-

organisée par le CR 26 *Logique, méthodologie et théories de la connaissance*, s'interpénètrent en réalité, ne serait-ce que parce que les défenseurs d'un dualisme méthodologique (qu'ils se réfèrent explicitement ou non au *methodenstreit* allemand) qui considèrent que les sciences sociales ont des spécificités qui rendent incommode, voire contre-productive, l'application inconditionnelle des méthodes des sciences de la nature, doivent répondre aux ambitions de naturalisation de l'esprit humain qui constitue l'objectif déclaré de l'orthodoxie des sciences cognitives. Le thème choisi pour ce colloque, en même temps que convoquer l'histoire des sciences sociales dans leur fondation même, esquisse les contours de ce qui pourrait être le débat intellectuel fondamental des sciences sociales de demain.

Participants au colloque :

Raymond Boudon, Gérald Bronner, Nathalie Bulle, Fabrice Clément, Bernard Conein, Charles-Henry Cuin, Jean-Hugues Déchaux, Pierre Demeulenaere, Dominique Guillo, Marie Jaisson, Danielle Laberge, David Lebreton, Cyril Lemieux,



Patrick Pharo, Dominique Raynaud, Bernard Valade, Patrick Wattier.

Comité scientifique :

Scott Atran, Raymond Boudon, Nathalie Bulle, Gérald Bronner, Bernard Conein, Louis Quéré, Dan Sperber.

Suite du colloque :

Les actes du colloque seront publiés par les éditions Hermann, dans la collection dirigée par Gérald Bronner : « Société et Pensées » où ont publié des auteurs comme Jean Baechler, Michel Forsé et Maxime Parodi, Nathalie Heinich, Robert Leroux (prix de l'Académie des sciences morales et politiques), Pierre Moessinger.

Gérald Bronner
<gerald.bronner@misha.fr>

**Dispositifs techniques de
communication humaine :
transformations du lien et nouveaux
lieux sociaux
19 et 20 mai 2010, Namur, Belgique**

Ce colloque international était organisé par le CR 33 *Sociologie de la communication* et le CR 29 *Sciences, innovation technologique et société* de l' AISLF, le Département de Sciences politiques, sociales et de communication et le Groupe de Recherche Interdisciplinaire « Communication et Internet » (GRICI)

Coordonné par Annabelle Klein (FUNDP Namur) et Serge Proulx (UQAM, Montréal) pour le CR 33, Véronique Dumont (Centre Henri Tudor) et Michel Dubois (GEMASS, CNRS) pour le CR 29, ce colloque a réuni dans le cadre des Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) de Namur en Belgique, du 19 au 21 mai 2010, 108 chercheurs autour de 36 communications pour le CR 29, 32 communications pour le CR 33. Les sessions plénières (matinées des 19 et 20 mai) étaient spécifiquement dédiées à la question de l'interaction entre innovation technoscientifique et émergence de nouvelles formes de communication. Ces sessions (11 orateurs) ont permis, comme cela était souhaité par les organisateurs, de faire utilement dialoguer sociologues des sciences et sociologues de la communication. Les communications notamment d'Éric George (dépassement de l'opposition technologisme-sociologisme), Claire Lobet-Maris et Nathalie Granjean (l'impératif social dans le développement de technologies sensibles), Dominique Vinck et Serge Proulx (regards croisés sur les objets scientifiques et communicationnels), Yves Gingras (traduction et visibilité internationale) ou encore Francis Jauréguiberry (le non-usage des technologies) ont mis en évidence de nombreux points de convergence dans la problématisation et l'analyse du renouveau des dispositifs communicationnels. Elles ont été notamment l'occasion de rendre compte de conditions de production de ces dispositifs mais également de leurs conséquences pour la transformation des collectifs scientifiques et non scientifiques. Les après-midi du 19 et du 20 et la matinée du 21 mai étaient consacrés aux communications en atelier organisées autour d'un certain nombre

de thématiques, parmi lesquelles : technologies de la communication, co-construction et action des dispositifs sociotechniques, les nouvelles plateformes science-technologie, l'émergence de communautés épistémiques et réseaux socio-numériques, etc. Les organisateurs du colloque ont bénéficié du soutien du service informatique de la FUNDP. Celui-ci a rendu accessible sur internet (<http://www.fundp.ac.be/eco/schu/aislf2010>) avant même la tenue du colloque l'ensemble des résumés d'interventions ou des textes d'interventions lorsqu'ils étaient disponibles. Les sessions plénières ont été enregistrées et ces enregistrements sont également disponibles sur le site du colloque. Suite à une réunion de bilan des organisateurs, il a été collectivement décidé de procéder en plusieurs étapes à la publication des actes de ce colloque. Ces actes seront prochainement « en ligne » sur les sites respectifs des CR 29 et CR 33.

Michel Dubois <Mdubois@msh-paris.fr>
Véronique Dumont
<veronique.dumont@tudor.lu>

**Regards croisés entre la sociologie de la
communication et la sociologie des
sciences et des techniques
19 et 20 mai 2010, Namur, Belgique**

L'une des originalités de cet événement, organisé conjointement par les Comités de recherche *Sciences, innovations technologiques et société* (CR 29) et *Sociologie de la communication* (CR33), était précisément de réunir des sociologues des sciences et des sociologues de la communication autour de la problématique de la transformation du lien social et de la construction de nouveaux lieux sociaux à travers des dispositifs techniques de communication humaine. En effet, les



dynamiques propres à chacun de ces domaines – science et communication – font l'objet de nombreuses recherches. Les unes mettent généralement l'accent sur le renouvellement des alliances constitutives du développement des sciences et techniques, là où les autres décrivent l'émergence de nouvelles formes de médiation communicationnelle. De fait, l'impact des innovations technologiques dans les domaines de l'information et de la communication ne peut être aujourd'hui ignoré : numérisation et dématérialisation de l'information, accélération des échanges, multiplication des « lieux » d'expression et de diffusion des opinions individuelles et collectives, etc. Symétriquement, ces nouvelles modalités d'échange contribuent de façon significative à la transformation globale des communautés scientifiques. Et ce, pas seulement du point de vue de la capacité de leurs membres à interagir plus efficacement ou plus rapidement qu'auparavant, mais également du point de vue de leur capacité à

s'ouvrir vers de nouveaux acteurs qui participent, dans une mesure plus ou moins importante, à la définition des modes opératoires de l'innovation technoscientifique. En alternant séances plénières et ateliers spécifiques aux deux CR, la manifestation scientifique a rassemblé 108 chercheurs (dont 11 orateurs en séances plénières et 69 communications en ateliers). Ce fut l'occasion de faire le point sur les évolutions communes à ces objets particuliers mais également sur la multiplicité des formes et conséquences de leurs interactions. Cette rencontre entre les CR 29 et 33 a ainsi contribué à l'approfondissement des savoirs sur les conditions de production des dispositifs sociotechniques d'information et de communication, mais également sur leurs conséquences pour la transformation des collectifs scientifiques et non-scientifiques.

Annabelle Klein

[<annabelle.klein@fundp.ac.be>](mailto:annabelle.klein@fundp.ac.be)

Serge Proulx

[<proulx.serge@uqam.ca>](mailto:proulx.serge@uqam.ca)

Transactions sexuelles **27-29 mai 2010, Lausanne, Suisse**

Le GT 07 *Sociologie des sexualités* a organisé son premier colloque international thématique, en collaboration avec le Centre en études genre LIEGE, l'École doctorale romande en études genre et le Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne. Le thème des transactions sexuelles avait été retenu car si, de longue date, les sciences sociales se sont efforcées de distinguer la sexualité « commerciale » et la sexualité « ordinaire », l'avènement de la théorie féministe avait permis la réintégration explicite de la sexualité, dans sa diversité, au centre de la théorie de l'échange économique-sexuel (Paola Tabet). Mais cette théorie laisse aussi apparaître certaines limites, que le colloque de Lausanne visait à identifier, voire à dépasser.



L'objectif du colloque était donc d'approfondir et de préciser la réflexion sur la teneur échangiste de la sexualité, comprise aussi bien comme une économie « froide » et *a priori* non désirante, que comme une circulation « chaude » de désirs compensés. Rappeler le panel des propositions reçues suite à l'appel à communication est significatif à double titre : d'abord d'une résistance à considérer la sexualité « ordinaire », notamment en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord, comme relevant *aussi* d'un principe d'échange économique-sexuel ; ensuite de la croyance académique selon laquelle évoquer la prostitution suffirait, sans plus de précision et quelles que soient les aires géographiques ou culturelles, à induire un questionnement sur les dimensions transactionnelles de la sexualité. Parmi les nombreuses propositions reçues, une sélection a visé à rééquilibrer au mieux ces effets de représentation en miroir.

Ce choix devait permettre un premier constat : l'idée que la sexualité serait le dernier bastion d'un don libre d'économie est ethnocentrée ; elle émane précisément des pays occidentaux. À l'inverse, ce sentiment de gratuité est étranger à l'ensemble des populations des autres zones du monde sur lesquelles certain-e-s ont communiqué (Congo, Maroc, Brésil, Thaïlande, Bolivie, Pérou, Mali, Cameroun) ; il est également étranger aux personnes en situation



de migration entre pays pauvres et pays riches. Pourtant, nulle part cette variation de représentation ne semble forcément oblitérer la compatibilité entre commerce et maintien de formes de désir et de plaisir : espaces intimes et argent ne sont qu'apparemment ces « mondes antagonistes » décrits par Viviana Zelizer.

Un autre apport du colloque est d'avoir insisté, à propos des transactions sexuelles comme autour de bien d'autres thèmes, sur la nécessité d'une approche intersectionnelle, telle qu'il invite Danièle Kergoat : le sexe, parce qu'il divise l'humanité en deux catégories visiblement distinctes, est une donnée fondamentale à prendre en compte dans les analyses. Elle n'est toutefois pas auto-suffisante. Doivent s'y adjoindre des analyses en termes d'âge (les questions générationnelles sont particulièrement importantes pour comprendre les échanges économico-sexuels tels qu'ils se nouent en Afrique), de classes sociales et culturelles, de « race », etc.

Une tension à traversé les trois jours de débat à Lausanne : d'une part l'analyse dite féministe-matérialiste continuait d'être présente, et le *continuum* économico-sexuel de Paola Tabet était à l'œuvre dans nombre d'interventions, y compris par la force de certaines de ses inversions ; d'autre part certaines communications semblaient vouloir si ce n'est s'en défaire du moins le compléter d'un arsenal théorique encore en construction et tâtonnant qui, à l'idée de rapports de pouvoir subis, ajoutaient celle de désirs complexes, voulus et recherchés, y compris contre l'idéologie d'une recherche de meilleure égalité. Au minimum, nous espérons que la publication des actes permettra d'ouvrir plus largement la discussion.

Catherine Deschamps

<cathdes@club-internet.fr>

Jean-Yves Letalec

<letalec@univ-tlse2.fr>

Laurent Gaissad

<lgaissad@ulb.ac.be>

Christophe Broqua

<broquachristophe@yahoo.fr>

Odile Saint Raymond

<odile.saint-raymond@univ-tlse2.fr>

Développement durable, Communautés et Sociétés

16-18 juin 2010, Mulhouse, France

Ce colloque, qui s'est tenu à l'Université de Haute Alsace (UHA, Mulhouse), était organisé par le CR 21 *Transaction sociale*, le Groupe de Sociologie politique européenne (GSPE PRISME) et Centre de Recherches et d'Études en Sciences Sociales (CRESS).

Ce colloque a retenu comme objectif d'interroger les dynamiques de changement social et les pratiques qui émergent dans l'action pour le *développement durable*, entendue comme ouverture sur un champ de préoccupations sociales et comme une catégorie de pensée et de l'agir. À la question posée dans l'appel à communication au sujet des modèles sociaux et des formes qui accompagnent les initiatives pour le *développement durable*, le colloque de Mulhouse a répondu par le biais d'une ouverture internationale qui a élargi le spectre d'analyse et de compréhension du sujet.

Au cours des trois jours, plus de 60 conférenciers et communicants de 25 universités dont 14 universités étrangères ont confronté leurs outils de recherche et leurs modes de compréhension d'un sujet complexe au caractère « plurivoque » (Ch.Gibout) : la manifestation a constitué un espace d'échanges où la condition d'une double contextualisation, à la fois dans le contexte des pays du Nord et dans le contexte des pays du Sud, est progressivement apparue comme une exigence et une condition d'un travail de recherche qui aspire à comprendre les enjeux sociaux, culturels et politiques d'une gouvernamentalité inspirée du *développement durable*.

Au cours des neuf ateliers et des cinq séances plénières, les travaux de chercheurs ont été discutés avec une attention particulière pour l'Algérie représentée par cinq universités dont celle de Béjaïa, partenaire d'un projet de coopération franco algérienne « Sciences sociales et interdisciplinarité » à dimension interuniversitaire coordonné par l'UHA (J.Stoessel-Ritz).

Les conclusions des ateliers s'inscrivent dans une lecture transversale de la problématique à trois dimensions : la première concerne les

mouvements et la mobilisation de la société civile et contribue à un éclairage de la gouvernance, du fait associatif et de la participation citoyenne ; la seconde porte sur les expérimentations et les innovations collectives tout en soulignant les tensions émergentes et les conflits notamment autour des ressources de l'environnement dans le Sud ; la dernière se concentre sur le renouvellement du lien social et les modèles de solidarités et reprend les couples de tensions autour du développement durable pour relever les fructifications heuristiques que permet une analyse de la transaction sociale.

Les approches croisées entrouvertes à l'occasion de ces travaux ont permis de desserrer les (pré)constructions et de percevoir au-delà des processus de changement social, l'intérêt pour les chercheurs d'un renouvellement des outils et des pratiques de recherche comme nous y invite l'interrogation critique autour du *développement durable*.

Le colloque a conclu sur l'organisation d'un nouveau rendez-vous, à l'invitation de l'Université de Béjaïa, « Développement durable, Projets et Engagements ». Ce second colloque s'est tenu les 8 et 9 novembre 2010 en Algérie (voir : www.solidaire-et-durable.fr).

Josiane Stoessel-Ritz
<josiane.stoessel@free.fr>

Actualités de la sociologie urbaine francophone 23 et 24 juin 2010, Lyon, France

Le CR2 *Sociologie urbaine : villes, sociétés et action publique* a organisé ce colloque international en collaboration avec l'Université Lyon 2 et l'ENS-Lsh de Lyon, le Groupe de Recherche sur la socialisation (UMR 5040), le Lab'Urba et l'UMR CITERES/COST (6173). La première journée de ce colloque était consacrée à la présentation et à la discussion de travaux de jeunes chercheurs dont le travail de thèse s'inscrit dans le champ de la sociologie urbaine ou y est fortement connecté. La deuxième journée était organisée autour de contributions de chercheurs confirmés, qui ont présenté les objets et les questions qui animent la sociologie urbaine dans leurs pays respectifs, ainsi que le cadre institutionnel dans lequel celle-ci se

développe et les rapports qu'elle entretient avec d'autres disciplines.

Les contributions de jeunes chercheurs témoignent de la richesse des travaux en sociologie urbaine en même temps que d'une certaine dispersion qui la rend difficile à saisir : diversité des profils des laboratoires d'appartenance et même des références disciplinaires, absence de grands paradigmes fédérateurs. D'où l'intérêt de réécrire l'histoire de ce champ et de s'interroger sur les catégories - savantes ou non - utilisées.

Les thématiques de l'habiter et de la gentrification sont actuellement les plus fortement représentées mais recouvrent des approches variées, parmi lesquelles on remarque un nouvel intérêt pour le rapport mobilité/ancrage. La question des rythmes et des temporalités constitue une transversale que l'on retrouve dans plusieurs travaux. L'interrogation sur les acteurs qui font la ville (promoteurs, opérateurs sociaux, etc.) , dans leurs caractéristiques et leurs logiques d'action, reprend de l'importance tout comme le thème de la régulation, c'est à dire de l'analyse des dispositifs divers qui permettent d'organiser le jeu des acteurs et l'action urbaine. Des thèmes nouveaux apparaissent, ceux très précis de la précarité énergétique, de l'enfant dans la ville, ou ceux plus généraux de l'innovation urbaine ou des ambiances. Tout cela témoigne d'un fort dynamisme auquel manquent parfois de grands débats structurants.

La présentation des situations scientifiques et institutionnelles du Maroc, de la Belgique, de l'Allemagne (et de l'Autriche), du Mexique, du Portugal et de la France montre d'abord que dans ces différents pays la sociologie urbaine s'organise beaucoup plus dans un cadre national qu'international. Les rapports au monde professionnel et à la demande sociale sont à la fois très différents et très structurants. Les intérêts théoriques et les méthodes diffèrent, même si quelques thèmes restent communs. Il en ressort que l'on peut beaucoup apprendre de la comparaison des situations nationales.

Marie-Pierre Lefeuve
<lefeuvre@univ-paris12.fr>
Jean-Yves Authier
<jean-yves.authier@univ-lyon2.fr>
Alain Bourdin <bourdin@msh-paris.fr>

**Concepts mobilisés dans la sociologie
du sport de langue française : état des
lieux et approche comparative
28-29 juin 2010, Besançon, France**

Cette manifestation était organisée par le GT 16 *Sociologie du sport* avec le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (LaSA) et l'UFR STAPS de Besançon, en partenariat avec le Centre international d'études sur le sport (CIES) de l'Université de Neuchâtel. Elle a regroupé des sociologues francophones expérimentés, venus de France, du Canada, de Suisse, du Maroc, de Tunisie, autour de la question de la production et de la circulation des savoirs en sociologie du sport. Ces journées ont été le théâtre d'échanges très ouverts et courtois entre chercheurs issus de différentes écoles de pensée de langue française. Les débats ont abordé les différents angles d'analyse des pratiques sportives, de l'action motrice au loisir, de l'expérience corporelle aux logiques socio-économiques. Les tensions para-digmatiques ont également fait l'objet d'échanges productifs. Les spécificités nationales (Canada, Suisse, Maroc, Tunisie) ont été explorées en insistant sur les influences multiples, l'impact de la sociologie du sport française et les freins locaux dans l'élaboration de connaissances en la matière. Une demi-journée a permis à six jeunes docteurs d'exposer les résultats de leurs travaux en prenant une focale épistémologique d'analyse. Les propos ont été entièrement filmés et seront rapportés sous forme de DVD. Une publication collective relatant les positions diversifiées des participants sera proposée fin 2011.

Gilles Vieille-Marchiset
<gilles.vieille-marchiset@univ-fcomte.fr>



**Le Comité de recherche n° 32
Savoirs, métiers, identités
professionnelles**

Bien que récemment fondé, le CR32 a déjà un passé derrière lui. Il a connu ses premières heures en tant que GT1 début 2008. Ses six membres fondateurs ont consolidé leurs liens au cours des différentes manifestations qu'ils ont organisées et forment aujourd'hui une équipe stable. Trois d'entre eux sont rattachés à des structures françaises (Sophie Divay, Charles Gadea et Christian Papinot) et trois autres à des institutions à l'étranger : Hocine Khelfaoui au Canada, Jean-François Orianne en Belgique et Grazia Scarfo' Ghellab au Maroc.

Le CR32 place au cœur de sa réflexion la question des formes de production, de transmission et de mise en œuvre des savoirs dans le monde professionnel. Articulant des dimensions « instrumentales » et des dimensions symboliques et culturelles, les métiers, les professions, les catégories professionnelles, sont ainsi appréhendés comme des groupements sociaux dont les membres sont liés par le partage de formes spécifiques de connaissance, mais aussi par des intérêts communs, des valeurs et normes de comportement qui forment le support de l'identité collective et leur permettent de fonctionner comme des instances de socialisation.

Ces groupements peuvent être dans les faits plus ou moins hétérogènes, conflictuels, contradictoires, voire anomiques. La réalité sociale qu'ils représentent n'est peut-être pas tant définie par l'intégration qu'ils favoriseraient que par les motifs spécifiques qu'ils impriment sur la trame du changement social. Ils n'échappent ni aux tensions engendrées par les inégalités entre hommes et femmes, ni à celles que provoquent les formes historiques ou contemporaines de discrimination et ségrégation professionnelle, le racisme, la xénophobie, le repli communautaire. Confrontés à la déstabilisation des marchés du travail, aux concurrences exacerbées par la mondialisation, aux nouvelles formes de management et de rationalisation du travail, ils ne peuvent

empêcher les solidarités professionnelles de s'affaiblir. Les métiers et les savoirs professionnels peuvent également disparaître, succombant aux contraintes techniques et économiques, pendant que d'autres émergent et élaborent des savoirs nouveaux, des référents communs, des attentes et revendications spécifiques.

« Traditionnelles » ou « *high tech* », artisanales ou industrielles, manuelles ou intellectuelles, puissantes ou marginales, sommairement organisées ou sophistiquées, présentes ou disparues, toutes les formes de groupement en métier, partout dans le monde, constituent, au-delà de leur diversité, des facettes d'un phénomène social complexe et dynamique, objet commun des recherches dont le CR32 entend favoriser la circulation et l'échange.

L'activité du CR32 s'est concrétisée pour la première fois les 29 et 30 mai 2008 à travers la tenue d'un colloque international intitulé « Les jeunesses au travail : rapports intergénérationnels et dynamiques des groupes professionnels ».

Grâce à Christian Papinot, ces journées ont été organisées sur deux jours à l'Université de Bretagne occidentale à Brest. Le colloque a rassemblé une centaine de participants et soixante intervenants, dont un quart d'intervenants étrangers (Canada, Belgique, Suisse, Maroc, Italie). Son programme prévoyait des conférences plénières le jeudi 29 en matinée, dans le cadre desquelles Gérard Mauger (Directeur de recherche au CSE, CNRS Paris) et Marie Cartier (Maître de conférences à l'Université de Nantes et membre du CENS) sont intervenus. Les trois autres demi-journées ont été consacrées à la tenue de cinq ateliers portant sur diverses thématiques : « Analyse des rapports intergénérationnels au travail » ; « Métiers de jeunes » ; « Transformations des professions et générations » ; « Socialisation professionnelle » ; « Insertion professionnelle ». Les débats ont interrogé la mobilisation grandissante de la variable



générationnelle pour donner à comprendre les mutations sociétales et en particulier les difficultés des entrants sur le marché du travail : « apparition d'inégalités intergénérationnelles nouvelles », « panne de l'ascenseur social », « déclassement des jeunes diplômés »... Un volume d'actes publié avec le soutien financier de l'Université de Brest et des collectivités territoriales (Conseil Régional de Bretagne, Conseil Général du Finistère, Brest Métropole Océane) rassemble les contributions.

Le deuxième temps fort du CR32 a été sa participation au XVIII^e Congrès international de l'AISLF qui s'est déroulé à Istanbul en juillet 2008. Pour s'accorder au thème retenu par l'AISLF, l'appel à communications a été centré sur la question des relations entre les dimensions culturelles « internes », spécifiques des métiers et groupes professionnels, et les référents culturels « externes », caractéristiques de la société dont ils font partie. Cette perspective a impliqué d'interroger aussi bien la capacité des groupes professionnels à créer, entretenir, transmettre des connaissances, des valeurs, des représentations qui leur sont propres, que la nature des liens qui les attachent à leur environnement, qu'il soit local, national ou « globalisé ».

Les communications retenues ont permis de faire ressortir des cas de figure très variés, mais aussi éloignés du postulat selon lequel les groupes professionnels seraient des « instances intermédiaires » d'intégration des individus à la société globale. La dimension internationale de l'AISLF a amplifié cette diversité en donnant à voir tantôt des professions se pensant comme des fers de lance de la modernité dans des sociétés traditionnelles, tantôt des communautés professionnelles tentant de sauvegarder leurs savoirs et valeurs face aux normes dominantes et à la globalisation. Réparties en cinq grandes thématiques : « Les cultures de métier », « Groupes professionnels et lien social : ségrégation, discriminations, préférences et formes de résistance », « Les cultures de métier et les organisations », « Les risques des métiers », « Les métiers et le sacré », les 90 communications acceptées par le comité

scientifique ont alimenté 21 sessions du congrès.

Confortés par le succès de ces deux premières réalisations, les animateurs du CR32 ont tenu **un deuxième Colloque intermédiaire à Casablanca** les 8 et 9 juillet 2010. Coordonné par Grazia Scarfo'Ghellab, il avait pour objectif de dresser un bilan de l'évolution des groupes professionnels des pays du pourtour méditerranéen. La décennie écoulée a été porteuse d'un ensemble de défis liés aux exigences de l'intégration dans le marché mondial, avant de plonger les groupes professionnels dans la tourmente de la crise financière et économique qui déstabilise profondément les marchés du travail et les relations professionnelles. Autour d'une



thématique générale axée sur la manière dont se manifestent les effets de la conjoncture socio-économique sur les métiers, les savoirs professionnels, les identités professionnelles, l'appel à communications se divisait en cinq rubriques : « Les femmes et métiers dans le monde méditerranéen », « Les métiers et les religions », « Les ingénieurs et cadres », « Les activités informelles et les petits métiers » et « Les métiers traditionnels face à la globalisation ». Une quarantaine de propositions issues de différents pays du pourtour de la Méditerranée ont été retenues, et la rencontre a donné lieu à des échanges d'autant plus précieux qu'ils sont rares, et qui pourront être poursuivis lors du prochain Congrès de l'AISLF qui se tiendra à Rabat.

Parallèlement, d'autres membres du CR32, Sophie Divay et Jean-François Oriane, se sont attelés **à la réalisation d'un dossier thématique pour la revue SociologieS de l'AISLF** portant sur « L'essor des métiers du

conseil : dynamiques et tensions ». Mis en ligne en février 2010 et consultable sur le site de la revue (<http://sociologies.revues.org/index3043.html>), ce numéro a rassemblé des articles éclairant diverses facettes de ces métiers du conseil : Xavier Roux (« L'espace social du conseil dans les relations bancaires »), Adeline Gilson, (« Les conseillers financiers de La Banque Postale : entre les besoins du client et les intérêts de l'employeur »), Jean-François Oriane et Hugues Draelants (« Les métiers du conseil : une "profession consultante" ? »), Jean-Michel Bonvin et Éric Moachon (« Les dilemmes des conseillers des agences publiques pour l'emploi en Suisse »), Sophie Divay et Coralie Perez (« Conseiller les actifs en transition sur le marché du travail. La généralisation de pratiques professionnelles différenciées »), Isabel Boni-Le Goff (« Pratiques et identités professionnelles dans le conseil en management en France : entre ethos du service au client et pression du "up or out" ») et David Delvaux (« Introduction de compétences managériales dans les cours et tribunaux belges. Le cas des conseillers en ressources humaines »).

Un autre dossier thématique a par ailleurs été proposé par Grazia Scarfo'Ghellab et Hocine Khelfaoui au comité de rédaction de *SociologieS*. Ce dossier en cours de préparation rassemblera les textes des meilleures contributions présentées dans le cadre du colloque international de Casablanca.

Enfin, **une journée d'études sur les métiers du conseil** est organisée par Jean-François Oriane et Sophie Divay. Elle aura lieu le 10 mai 2011 à l'Institut des Sciences Humaines de l'université de Liège. L'objectif est de donner l'occasion à six jeunes chercheurs (doctorants et jeunes chercheurs) de présenter leurs travaux devant deux chercheurs confirmés de ce domaine : Michel Villette (AgroParisTech) et Odile Henry (Paris IX Dauphine). Cette journée permettra d'instaurer des échanges scientifiques entre chercheurs francophones sur différentes approches sociologiques et historiques des métiers du conseil.

Au-delà de cette date, le CR 32 prépare déjà le XIX^e Congrès international de l'AISLF de Rabat, auquel il participera d'autant plus activement que Grazia Scarfo'Ghellab est devenue membre du comité d'organisation de ce congrès.

Responsables du CR 32 :

Sophie Divay
Chargée d'études, sociologue, Centre
d'Économie de la Sorbonne, Université Paris 1,
France
<Sophie.divay@univ-paris1.fr>

Charles Gadea
Professeur de sociologie, Laboratoire
Professions, Institutions, Temporalités
(PRINTEMPS), Université de Versailles Saint-
Quentin-en-Yvelines, France
<charles.gadea@uvsq.fr>

Hocine Khelifaoui
Professeur associé, Centre Interuniversitaire de
Recherche sur la Science et la Technologie,
Université du Québec à Montréal (UQAM),
Québec, Canada <khelifaoui.hocine@uqam.ca>

Jean-François Orianne
Chargé de cours à l'Université de Liège, Institut
des Sciences Humaines et Sociales de Liège,
Belgique <jforianne@ulg.ac.be>

Christian Papinot
Maître de conférence de sociologie, Université
de Bretagne occidentale Brest, France

Sophie Divay
<Sophie.divay@univ-paris1.fr>



■ Dossier : Les sociologues et l'Europe

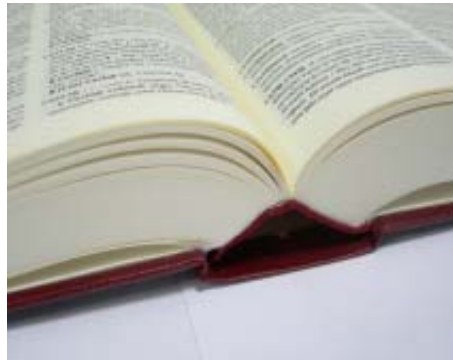
L'Europe n'est pas un sujet récent pour la sociologie. En témoignent les études classiques sur la modernité menées par Georg Simmel et Max Weber. On doit au premier des essais dédiés explicitement à l'Europe et on peut interpréter les études de sociologie de la religion du second comme une grande analyse comparative sur l'identité européenne. Il est vrai que Max Weber fait usage du concept d'Occident, mais cela n'a rien d'étonnant car, ce faisant, il se conforme aux courants de la pensée européenne classique : Montesquieu, Adam Smith, Georg Wilhelm Friedrich Hegel, Alexis de Tocqueville. Dans leurs recherches sur l'identité européenne, qu'ils l'étudient du point de vue de l'économie ou des institutions politiques ou encore de la civilisation, ces auteurs font usage soit du concept d'Occident, soit du concept d'Europe. Dans l'œuvre de Max Weber, la définition de l'identité de l'Occident vaut pour l'Europe ; elle émerge par contraste avec les autres civilisations (chinoise et indienne).

Les années d'hégémonie du nationalisme méthodologique et politique ont obscurci la recherche des sciences sociales sur l'Europe. Cette perspective a légitimé la croissance des nations européennes et leur domination au niveau mondial ; elle est encore présente à leur déclin. Vers la fin de cette longue période, certains intellectuels témoins de la tragédie humaine produite par le nationalisme ont redécouvert la perspective analytique européenne. Et dans les décennies qui ont suivi le deuxième conflit mondial, avec la construction à petits pas de l'Europe politique, la recherche sur l'Europe s'est imposée, dans un premier temps comme sujet des analyses comparatives au niveau international puis comme sujet d'analyse autonome.

La fin du xx^e siècle a connu une remarquable floraison de recherches sur l'identité

européenne. Durant cette période, la construction de l'Europe politique s'est accélérée, avec la création de nouvelles institutions (comme la Banque européenne), avec l'instauration d'une monnaie unique, et enfin avec l'adhésion des pays de la Baltique et de l'Est européen. Avec Franz Rosenzweig, on pourrait dire que le rêve de Jules César – créer un empire englobant toute l'Europe, du Nord, du Sud, de l'Ouest et de l'Est – s'est réalisé deux mille ans après. À vrai dire, l'Europe d'aujourd'hui est très différente de celle qui a hanté les imaginaires impériaux : elle ne s'est pas imposée par la conquête mais par la coopération dans la paix. Également par un travail réflexif en profondeur, pour étayer les diverses options possibles, notamment lors des récents débats relatifs au choix d'une constitution.

Lors de ce tournant politique, culturel et économique complexe, les sociologues ont participé aux débats scientifiques et politiques en apportant leur contribution spécifique, dont nous donnons ici les principales dimensions.



Si les recherches sociologiques sur l'Europe ont emprunté des perspectives analytiques et méthodologiques contrastées, la plupart délaissent l'idée essentialiste d'un *fond européen* éternel et interchangeable pour se concentrer sur les processus de construction des institutions, des valeurs, des styles de vie réputés « européens » ou reliés à une dynamique d'« européanisation ».

Un premier ensemble de recherches s'est intéressé à l'action des institutions européennes sur les sociétés nationales et un deuxième à l'action des diverses sociétés civiles sur l'Union européenne. On s'est focalisé, en particulier, sur l'émergence d'une opinion publique européenne. Un troisième groupe de recherches a étudié ce qu'on a appelé « l'européanisation par le haut » et « l'européanisation par le bas ». D'une façon générale, les enquêtes ont cherché à comprendre l'interaction entre les institutions européennes, les institutions nationales et les dynamiques économiques, sociales, culturelles

des populations des pays membres, afin d'éclairer le processus du « devenir européen ».

Parmi les nombreuses approches mobilisées, on peut dégager quatre paradigmes : celui de l'ethnie et de la nation (essentialisme) ; celui de la construction de la nation (constructivisme) ; celui du culturalisme ou de l'identité culturelle ; enfin celui du cosmopolitisme.

1) Le paradigme de l'ethnie et de la nation

L'hypothèse des historiens et des sociologues qui adhèrent à cette perspective est qu'il n'existe pas de sentiments liant les Européens les uns aux autres. Les sentiments primordiaux d'appartenance, de solidarité, de destin commun et de partage de mythes et de symboles existeraient seulement au niveau des nations. Il serait donc abusif de parler d'une identité européenne (Smith, 1986). C'est pour cette raison, par exemple, que le juriste allemand Dieter Grimm, lors du débat sur la constitution européenne, a soutenu la thèse selon laquelle une telle constitution serait impossible. Sans peuple, il n'y aurait ni État ni constitution possible (Grimm, 2000) (1).

2) Le paradigme de la construction de la nation

Ce courant voit dans l'Union européenne le produit de processus en cours depuis fort longtemps. Les mêmes dynamiques d'unification et d'homogénéisation culturelle qui ont forgé les nations devraient conduire à la réalisation de la « nation européenne » (Habermas, 1999 et 2001). Une telle approche est à la base de nombreuses recherches (Jansen, 1999).

3) Le paradigme de l'identité culturelle

Cette perspective est partagée par de nombreuses recherches de type anthropologique et historique qui, en utilisant l'analyse comparative, s'interrogent sur les traits communs des sociétés européennes favorables à une intégration. Les conclusions divergent. Certaines recherches nient les convergences culturelles, du moins jusqu'à la révolution industrielle. Ces travaux – surtout britanniques – aboutissent à vider l'Europe de son identité (Goody, 1996, 2004 et 2006). D'autres travaux,

en revanche, voient dans l'Europe une forme culturelle originale, en mettant l'accent sur différents aspects : christianisme, universalisme, cosmopolitisme, droits humains, « code culturel » spécifique, dynamique de construction propre (Brague, 1992).

Les débats sur l'identité culturelle ont été très vifs au moment de l'élaboration du Traité. Deux positions se sont notamment affrontées : la première, en suivant Novalis, a mis en avant les « racines chrétiennes » de l'Europe ; la seconde, au contraire, a défendu les valeurs de laïcité. Certes, la seconde thèse a prévalu, mais le projet de Constitution de l'Europe n'a finalement pas été approuvé (réferendums négatifs en France et en Hollande).

4) Le paradigme cosmopolite

Cette approche de l'identité européenne renvoie aux idées proposées par Emmanuel Kant. Elle considère la citoyenneté européenne comme une ouverture sur la citoyenneté cosmopolite (Archibugi, 2003 ; Archibugi, Held & Kohler, 1998 ; Beck & Grande, 2004 ; Habermas, 1999).

Notons pour conclure que la crise économique actuelle pose des problèmes nouveaux. Face à la possibilité de faillite de certains des pays européens, il devient urgent de trouver de nouvelles formes de solidarité entre les pays membres de l'Union européenne. La situation est si préoccupante qu'elle oblige à considérer l'hypothèse de la fin de l'Union européenne et l'enclenchement d'un processus de dé-européanisation.

Ce qui serait une catastrophe pour la civilisation européenne et pose des questions auxquelles il est difficile aujourd'hui de donner non seulement une réponse mais même un sens.

Note

(1) Même Ralf Dahrendorf pense qu'une identité européenne n'est pas possible et pourtant il propose une conception minimale (intergouvernementale) de l'Union Européenne (Dahrendorf, 1992).

Références bibliographiques

ARCHIBUGI D. (2003), *Debating Cosmopolitics*, London-New York, Éditions Verso.

ARCHIBUGI D., HELD D. & M. KOHLER (dir.) (1998), *Re-imagining Political Community: Studies in Cosmopolitan Democracy*, Cambridge, Polity Press.

BECK U. & E. GRANDE (2004), *Das Kosmopolitische Europa*, Frankfurt am Main, Éditions Suhrkamp.

BRAGUE R. (1992), *Europe, la voie romaine*, Paris, Éditions Gallimard.

DAHRENDORF R. (1992), *La Democrazia in Europa*, colloque avec F. FURET et B. GEREMEK, sous la direction de L. CARACCILOLO, Bari, Éditions Laterza.

GOODY J. (1996), *The East in the west*, Cambridge, Cambridge University Press.

GOODY J. (2004), *Islam in Europe*, Cambridge, Polity Press.

GOODY J. (2006), *The Theft of the History*, Cambridge, Cambridge University Press.

GRIMM D. (2000), « L'Europa ha bisogno di una Costituzione? », *Nomos*, 2/3.

HABERMAS J. (1999), *La Costellazione postnazionale*, Milano, Éditions Feltrinelli.

HABERMAS J. (2001), « Perché l'Europa ha bisogno di una Costituzione », dans BONACCHI G., *Una Costituzione senza Stato*, Bologna, Éditions il Mulino.

JANSEN T. (1999), « European Identity and/or the Identity of the European Union », dans JANSEN T. (dir.), *Reflections on European Identity*, Brussel, European Commission Working Paper.

KANT E. (1985), *Pour la Paix perpétuelle*, Lyon, Presses de l'université de Lyon.

SMITH A. (1986), *The Ethnic origins of nations*, Oxford, Éditions Basil Blackwell.

Vitorio Cotesta
<cotesta@uniroma3.it>



 Ouvertures**Sociologie et Francophonie en Chine****Introduction**

Parler de sociologie en Chine est une gageure. Le pays est vaste, il y a une production intellectuelle et notamment sociologique abondante et variée. Toute présentation va se heurter à l'abondance. Dans le cas de la sociologie francophone, le risque est presque inverse, la production est si limitée qu'une présentation qui oublie une des composantes risque de se trouver accusée de parti pris, voire d'exclusion. Les auteurs s'excusent donc par avance de leurs oublis. Nous ne hiérarchiserons pas les apports, mais tenterons d'esquisser des lignes.

Sociologie et sociologie francophone dans le monde chinois

La sociologie tient une place relativement importante dans l'Université chinoise qui compte de nombreux départements dont la sociologie est la matière principale. Cela n'a pas toujours été le cas. La révolution culturelle a vu disparaître l'enseignement de la sociologie qui avait principalement deux fonctions : former les fonctionnaires en charge de la gestion de problèmes sociaux, et mener des enquêtes sur la société chinoise. Cette deuxième fonction s'appuyait pour beaucoup sur la littérature nord-américaine. L'importance de la sociologie anglo-saxonne ne doit pourtant pas nous empêcher de noter le rayonnement d'Émile Durkheim, Pierre Bourdieu, Henri Mendras, Raymond Boudon et de la sociologie française en général en Chine. En 1979 la sociologie chinoise a été refondée, la discipline s'est restructurée. Les contacts avec l'étranger reprendront très lentement : en 1985, feu Fei Xiaotong (1), donne une conférence à la London School of

Economics. Lors de ce voyage en Europe, ce fondateur de l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences Sociales de Chine, CASS, n'a pas manqué de donner une autre de ses conférences à l'École des Hautes études, (EHESS).

La principale difficulté d'échange entre la sociologie française et chinoise réside dans la langue. Le français est notoirement plus difficile pour les Chinois que l'anglais, généralement appris avant, comme une étape vers le français. De leur côté les francophones ont vraiment une difficulté d'appréhension de la langue chinoise, surtout lorsqu'on aborde la pensée scientifique ou philosophique. La sinologie a pu paraître comme un passage obligatoire pour travailler avec ou sur les Chinois. Si l'ouverture de la Chine a permis à de plus en plus de non-sinologues de travailler en Chine, il n'en reste pas moins que les sinologues tiennent encore une place importante. La question de la sinologie n'est d'ailleurs pas dénuée d'importance pour notre propos, certains auteurs restant persuadés qu'on ne peut analyser une société qu'en se situant dans sa culture, en utilisant les mots mêmes qui ont permis à cette société de se constituer. D'autres prétendent qu'on développe ainsi une forme d'incommunicabilité qui freine la compréhension des problèmes de notre société moderne globale.

Tout serait plus simple si l'apprentissage du chinois n'était pas si long. Le chinois est une des rares langues à n'avoir pas d'alphabet. L'apprentissage passe donc par l'intégration de plusieurs milliers de caractères. Ainsi, celui qui veut faire de la sociologie en chinois doit consacrer plusieurs années à apprendre les caractères qui lui permettent de vraiment communiquer avec son entourage. Ensuite, il devra apprendre les caractères propres à la sociologie, ce qui passera forcément par un apprentissage des sociologues chinois. Autant dire qu'il ne lui restera plus beaucoup d'années de sa vie pour travailler sur ses questions initiales. On peut résumer en disant qu'il est plus facile pour un sociologue chinois de travailler en français, que pour un sociologue francophone de travailler en chinois.

Découvrir la sociologie francophone chinoise passe par la connaissance des sociologues

chinois qui parlent français. Les plus connus sont certainement le professeur Li Peilin (2), titulaire d'un doctorat français et qui dirige l'Institut de Sociologie de la CASS à Pékin, une des institutions les plus prestigieuses dans la discipline. Li Peilin et Shen Yuan (3), ont été fortement inspiré par la méthode d'intervention sociale de Touraine. Ils étudient les paysans du Nord de la Chine et les travailleurs d'origine rurale (*mingong*).

Le professeur Gao Xuanyang est président de l'Académie des Cultures Européennes de l'Université Tongji et a été l'élève de Claude Lévi-Strauss au Collège de France. Il est un admirateur de ce qu'il appelle « les théories sociales » de Pierre Bourdieu (cf. <blog.sina.com.cn>).

Li Youmei est responsable de la sociologie à l'Université de Shanghai. Elle a fait une thèse dans le laboratoire de Michel Crozier sur les petites et moyennes entreprises chinoises.

Le professeur Zheng Lihua dirige le département de français dans l'université des langues étrangères du Guangdong. Il dirige de nombreux travaux de recherches sur la communication interculturelle notamment dans le domaine de la consommation. Il organise régulièrement des colloques francophones sur l'interculturel à Canton.

Depuis une dizaine d'années le nombre d'étudiants inscrits en thèse dans un pays francophone a progressé énormément et c'est donc toute une nouvelle génération de jeunes chercheurs qui peuvent aborder les sciences sociales en français et en chinois. Ces derniers sont trop nombreux pour pouvoir être nommés. Ils sont souvent utilisés par leurs professeurs qui les forment pour mener des recherches en Chine. Ces liens sont précieux et pour les professeurs et pour les élèves. Notons que certains doctorants chinois obtiennent des postes d'enseignants en Occident. S'ils ne perdent pas contact avec leur pays d'origine,

ils deviennent alors de vrais ponts entre la Chine et l'Occident.

Penser la société chinoise est une tâche difficile et pourtant essentielle. Pour comprendre la relation de la sociologie française et de la sociologie chinoise il faut peut-être comprendre que les modes de penser sont différents. Descartes et la pensée occidentale séparent, créent des catégories distinctes, analysent. La Chine a conçu la notion de *jing* qu'on peut traduire par *quintessence*... produit d'une décantation. Les Chinois ont adopté une notion d'origine occidentale : le progrès. Ce qui change aujourd'hui : le progrès est un moyen en Occident, il est devenu un but en Chine (Chieng 2006, pp. 283-285). Là où la sociologie française choisit la théorie, la sociologie chinoise choisit la *Voie (dao)*.



La Chine dispose d'une forme de pouvoir qui a peu d'équivalents ailleurs ou dans le passé. Il s'agit non pas d'une monocratie mais d'une oligarchie ou gouvernement d'un petit nombre. En fait, une des caractéristiques de l'oligarchie chinoise et d'avoir résolu la plupart des conflits en son sein de manière non mortelle (4). C'est un petit groupe de

dirigeants, constitué de rescapés de la longue marche, qui a pris le pouvoir en 1949. Ce petit groupe constitue une petite société qui se reproduit en son sein et conserve depuis soixante ans les rênes du pouvoir. Les observateurs étrangers s'entendent en général pour dire que l'on sait très peu de choses sur la vie de quelques deux mille personnes qui constituent le groupe dirigeant, sinon qu'ils prennent collectivement les décisions essentielles et qu'ils tiennent fermement les rênes d'un parti communiste de plusieurs centaines de milliers de personnes. L'oligarchie permet de résoudre le problème de la transmission du pouvoir d'une génération à l'autre. Les mêmes personnes qui sont responsables des erreurs de la planification initiale, puis des crimes de la Révolution culturelle, sont aujourd'hui ceux qui dirigent la politique dite de socialisme de marché ou d'ouverture. Cela explique la longévité du régime. On mesure mieux le pouvoir de cette



oligarchie quand on constate que 98% des milliardaires chinois sont apparentés à des personnes qui tiennent ou ont tenu des fonctions ministérielles. L'avantage du groupe sur la personne, c'est que lorsque les erreurs du dirigeant sont visibles, il se trouve souvent dans le groupe des gens qui ont déjà un plan pour corriger les effets de ces erreurs et proposer des solutions alternatives. Les dirigeants chinois ne sont pas plus intelligents que les dirigeants des autres pays, mais leur système est plus « pardonnant », c'est à dire qu'il corrige au fur et à mesure les erreurs des dirigeants. Et la durée du collectif est potentiellement infinie. Le pouvoir central ne travaille pas pour la postérité, comme le ferait un potentat qui sait qu'il va mourir ; il ne travaille pas non plus pour aligner des résultats à la date des élections suivantes, puisqu'il n'y a pas vraiment d'élections. Il a la possibilité et l'intérêt de se projeter et de projeter son pays dans le long terme. Cela explique le développement rapide des infrastructures, la priorité absolue mise sur l'unité du pays et la non-mise en cause de son système politique.

La société chinoise est devenue une composante de la société globale. L'usine du monde n'est pas qu'une image, c'est la constatation que l'économie mondiale ne saurait aujourd'hui fonctionner sans la Chine. Beaucoup de pays ont délocalisé une partie si importante de leur production en Chine qu'ils seraient bien mal à l'aise si les usines chinoises s'arrêtaient de produire. L'autre élément de l'interaction de la Chine avec le reste du monde vient de son manque d'ouverture. Pays très dépendant de son commerce extérieur, la Chine n'en est pas moins un pays qui refuse d'appliquer les règles communes. Ainsi garde-t-elle une monnaie non convertible, donc une monnaie dont l'appréciation n'est pas directement fixée par le marché. Si les Américains se plaignent volontiers de la valeur trop basse du yuan, on doit admettre que le système financier chinois a joué un rôle important dans l'arrêt de la crise asiatique ou des deux dernières crises bancaires. Refusant de soumettre sa monnaie aux lois du marché, l'État chinois peut agir sur une partie significative de la monnaie mondiale. Si certains économistes dénoncent ce qu'ils appellent une tricherie, d'autres se réjouissent de constater que malgré le libéralisme dominant, il existe des leviers d'action sur la monnaie et l'économie

mondiale qui dépendent de volontés politiques, fussent-elles chinoises.

L'État chinois reste très interventionniste et planificateur. L'idéologie socialiste a été un peu rapidement enterrée en Occident, lors de la désagrégation de l'URSS. La planification a été abandonnée dans nombre de pays, parce que l'idéologie du pouvoir était favorable au laisser-faire/laisser-aller, ou parce que le gouvernement n'avait plus les capacités de dicter ses instructions aux entreprises. L'État chinois reste au contraire capable de planifier, il peut mobiliser rapidement une partie importante des richesses nationales pour faire face à l'imprévu. L'État chinois garde une prérogative qu'avaient en général les grands États jusque vers la fin du XX^{ème} siècle : il peut décider qui a le droit d'être riche parmi ses citoyens. L'État continue à penser pour ses citoyens à la place d'eux, il continue à peser sur leur vie quotidienne décrétant combien d'enfants ils doivent avoir, s'ils peuvent ou non sortir du pays.

Les intellectuels et responsables politiques chinois ont gardé en mémoire l'effondrement brutal de l'URSS. Il y a une forme de consensus en Chine, consensus entre le pouvoir et ceux



qui contestent son hégémonie sur la société chinoise : les Chinois veulent absolument éviter de vivre ce qu'a vécu l'URSS à la fin du dernier siècle. L'existence d'un tel consensus explique une certaine liberté de débat dans la société chinoise. Il ne se passe pas une semaine sans

que tel ou tel aspect de la politique gouvernementale ne soit mis en cause par un intellectuel ou un haut cadre. Dans l'Université, les débats sont très libres. Les limites sont clairement posées : ne pas exposer la Chine à la critique de l'étranger ; ne pas mettre en cause l'intégrité territoriale chinoise ; ne pas créer de nouvelles organisations politiques ou syndicales. Aller à l'encontre de ce consensus s'avère très risqué pour des citoyens chinois, ce qui



n'empêche pas certains d'entre eux de continuer à défier le pouvoir. Ceux-là sont une très petite minorité dont le courage force l'admiration. La situation intellectuelle chinoise est très différente de celle qui prévalait dans les pays socialistes de l'Est européen. La plupart des intellectuels avaient l'habitude de masquer leurs opinions en public. Les publications étaient généralement encadrées d'une introduction et d'une conclusion qui reprenaient l'idéologie officielle et n'avait que fort peu à voir avec le reste du contenu. On trouve peu cela en Chine. Les professeurs et les chercheurs disent assez facilement le fond de leur pensée devant des collègues chinois ou des officiels. Et ils sont très critiques avec l'idéologie officielle du parti, et n'hésitent pas à s'amuser de la paranoïa du pouvoir ou à critiquer la corruption des fonctionnaires. On pourrait dire qu'ils sont peu perméables aux campagnes idéologiques. Mais ils restent strictement à l'intérieur du consensus soit qu'ils sont intimement en accord avec ce consensus, soit qu'ils ne voient pas l'intérêt d'une rupture au regard des risques qu'elle leur ferait prendre.

Les sociologues chinois sont principalement tournés vers l'analyse de leur société et s'intéressent peu aux autres. On trouve certes des travaux sur l'interculturel, mais ces derniers correspondent pour beaucoup à une demande de l'étranger. Leur société bouge très vite, les progrès sont évidents mais les déchirements et les tensions douloureuses les poussent à regarder davantage chez eux. Ils sont portés en cela par une demande forte des pouvoirs publics nationaux et locaux qui finance de nombreux travaux pour comprendre ce qui se passe dans la société chinoise. Les chercheurs étrangers sont d'autant mieux accueillis qu'ils apportent leur expertise dans les méthodes d'enquêtes ou dans le type d'études en cours.

Deux ouvrages sont récemment sortis en français qui tentent de faire un bilan de la sociologie chinoise (Rouilleau-Berger, 2008 ; Rocca, 2010).



Importance de la sociologie française en Chine

Il existe quelques groupes francophones de recherches en sciences humaines en Chine. Le plus ancien est le centre RICCI installé à Macao. Ce centre a pour vocation d'actualiser le dictionnaire de référence de la langue chinoise. Il continue cette tâche irremplaçable. C'est aussi un centre d'études pluridisciplinaire de la Chine appuyé sur une vénérable bibliothèque.

Le Centre d'Études de la Chine Contemporaine est un laboratoire de recherches français dépendant à la fois du Ministère des Affaires Étrangères et du CNRS. Il existe depuis 1991 et se trouve à Hongkong, et a une antenne à Taïwan. Le centre accueille principalement des chercheurs et enseignants français en expatriation pour travailler sur la Chine. Sa mission est d'étudier les mutations politiques, économiques, sociales et culturelles de la Chine populaire, de Taïwan, de Hong-Kong et de Macao. Lieu d'accueil et d'échanges, le CEFC organise des manifestations scientifiques (séminaires et colloques). Chaque trimestre, il publie également une revue intitulée *Perspectives chinoises* (édité également en anglais : *China Perspectives*). Il dispose d'un site internet intéressant à consulter (<<http://www.cefc.com.hk>>).

Pékin attire beaucoup de chercheurs français autour de l'ambassade. Plusieurs sont installés de manière plus ou moins institutionnalisée à l'Université de Qinhua où l'École de Sciences Politiques anime un séminaire et accueille quelques doctorants depuis plusieurs années.

Depuis 2000, l'Université SUN Yatsen à Canton s'est dotée d'un centre franco-chinois de recherches sur les organisations lequel est codirigé par Jean Ruffier et un professeur chinois. Ce centre a accueilli de nombreux projets de recherches et des stagiaires. Il a été soutenu plusieurs années par l'IRD et a bénéficié de la présence de Rigas Arvanitis. Il a mené des recherches sur l'industrie chinoise. Il a pour but d'insérer les chercheurs chinois dans la recherche mondiale. C'est ce centre qui a organisé la première conférence de l' AISLF en Chine dont nous donnons un compte rendu dans ce numéro de la *Lettre*.

Enfin, il faut souligner les nombreux diplômes français dont les cours sont donnés en Chine. L'Université Jean Moulin Lyon3 est certainement une des pionnières dans le domaine, notamment avec le MBA de gestion qu'elle enseigne en français à l'Université SUN Yatsen à Canton. Mais il existe de nombreux autres exemples. L'École de Management de Lyon a ouvert un campus à Shanghai qui sert exclusivement aux étudiants inscrits à Lyon. Tous ces diplômes sont des occasions pour multiplier de manière pérenne les échanges avec la Chine et donc un tour de la sociologie francophone en Chine ne pouvait s'achever sans les signaler.

Jean Berlie
<berliej@hotmail.com>

Jean Ruffier
<jean.ruffier@univ-lyon3.fr>

Notes

(1) Pour l'orthographe des noms chinois, nous suivons la règle française générale qui respecte la dénomination d'origine. Ainsi le nom est écrit en pinyin, lequel permet de lire la prononciation, le nom de famille arrive en premier comme c'est la règle chinoise, le ou les prénoms venant ensuite. Pour les noms propres ou les mots chinois nous utiliserons également le pinyin de manière à éviter les confusions.

(2) Le professeur Li Peilin, après avoir terminé son doctorat à la Sorbonne en 1987 à Paris, devient chercheur en sociologie au CASS. Il devient chercheur de haut niveau à ce même Institut de Sociologie, en 1992, après avoir mené et publié de nombreuses études de sociologie rurale concernant de grandes enquêtes dans sa province natale, le Shandong. La même année il publie un travail sur les entreprises chinoises et devient directeur de la section 'Relations Industrielles' de son institut. Après une enquête de 1991 à 1995 dans le Liaoning, il publie en 1995 un ouvrage en chinois sur *Le marché et la transition*. En 1996 il est chercheur invité à l'EHSS, à Paris. En 1997 il publie son travail en chinois sur *Le nouveau développement sociologique dans le Liaoning*. Son enquête dans la province du Liaoning est publiée en chinois, puis, en 2004, partiellement éditée dans *Perspectives chinoises* 81, dans son article sur la 'réinsertion professionnelle'. Avec Laurence Roulleau-Berger en 2008, ils publient *La Nouvelle sociologie chinoise* aux éditions du

CNRS. Il est actuellement directeur de l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences Sociales de Chine, à Beijing.

(3) Shen Yuan est professeur au département de sociologie de l'Université Qinghua. Il a été chercheur de 1989 à 1999 à l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences Sociales (CASS). Il étudie la relation monde rural / monde ouvrier et les ateliers domestiques dans les zones rurales. Son article «Naissance d'un marché» a été publié par *Études Rurales* 161-162, janvier juillet 2002, 19-36. D'autres articles ont été publiés par La Maison des Sciences de l'Homme en 2001. Voir la revue de sociologie de l'Université Qinghua, *Qinghua shehuixue pinglun*.

(4) Malgré la probable exécution du dauphin de Mao Zedong, Lin Piao, qui aurait été abattu alors qu'il fuyait vers l'URSS, la plupart des hauts dirigeants qui ont été écartés n'ont été ni tués ni exilés. Ils sont restés dans le milieu du pouvoir souvent fort discrètement, quelquefois en faisant un *come back* remarqué comme dans le cas de Deng Xiaoping.

Références bibliographiques

BAO Yaming : <<http://www.cul-studies.com/community/baoyaming/20511/2954.html>>

BERLIE Jean (1998), *Sinisation*, Paris, Éditions Trédaniel.

<blog.sina.com.cn/gaoxuanyang>

CHIENG André & François JULLIEN (2006), « Rattrapage et modernisation », dans *La Pratique de la Chine*, Paris, Éditions Grasset, pp. 277-299.

GAO Xuanyang : <<http://www.ambafrance-cn.org/Interview-du-mois-octobre-2009-Pr-Gao-Xuanyang.html>>

ROCCA Jean-Louis (2010), *La Sociologie de la Chine*, Paris, Éditions La Découverte.

ROULLEAU-BERGER Laurence, GUO Yuhua, LI Peilin & LIU Shiding (dir.) (2008), *La Nouvelle sociologie chinoise*, Paris, Éditions du CNRS.

RUFFIER Jean (2006), *Faut-il avoir peur des usines chinoises ?*, Paris, Éditions L'Harmattan.



Informations diverses

Le RéDoc

Le Réseau international d'Écoles doctorales en sociologie/sciences sociales (RéDoc), créé par l'AISLF avec l'appui de l'AUF, a pour but de créer un espace international de formation doctorale principalement francophone. Il se propose d'organiser des sessions internationales de formation, de favoriser la mise en réseau des doctorants et des professeurs, de concourir à la mobilité des étudiants, d'encourager les co-directions de thèses, d'accueillir et de répartir les boursiers doctoraux et post-doctoraux de l'AUF, de favoriser les échanges Nord-Sud. Ce réseau réunit pour l'instant une douzaine d'Écoles doctorales (ED) en exercice et huit en construction.

La première université d'été, qui s'est déroulée en juin 2010 à Lausanne, a été un véritable succès. Durant une semaine, une cinquantaine de doctorants (treize pays différents) et une vingtaine de professeurs (cinq pays différents) ont présenté des communications et discuté des projets de thèse. Deux thèmes réunissaient ces jeunes et moins jeunes chercheurs : les régimes d'explication en sociologie et les expériences de terrain. Dans le premier volet, d'excellents exposés ont permis d'aborder les principaux paradigmes en sociologie : compréhension/interprétation, ethnométhodologie, réseaux, cognition et sociologie, tournant pragmatique, sociologie critique, causalité et démarche quantitative, rapport aux valeurs et à la politique, approche socio-historique. Les contributions relatives aux terrains de recherche ont porté sur l'observation, les dilemmes éthiques et surtout sur les spécificités des pratiques de terrains selon les contextes : situation de guerre civile, univers à risque, bureaucratie close, arts et culture, acteurs faibles, genres, fratries, mondes virtuels, conflits de travail, boucs émissaires, etc. Le programme détaillé est disponible à l'adresse : <http://www3.unil.ch/wpmu/redoc/universite-dete-2010/>.

Le *feedback* qui a été sollicité tant des doctorants que des professeurs a souligné à la

fois les points susceptibles d'être améliorés et les nombreux et indispensables apports de ce type de manifestation, nous encourageant à continuer. D'une façon générale, cette université d'été a atteint ses objectifs aux plans intellectuel et relationnel.

On peut penser qu'une série d'événements de ce genre, annuels ou biannuels, donnera vraiment corps à l'idée centrale du RéDoc, celle d'un espace de formation doctorale internationale. La dimension internationale dans une formation doctorale correspond à un besoin évident. Notons que la rencontre avec d'autres doctorants est aussi une rencontre avec d'autres contextes, qu'elle participe d'une prise de conscience mondialisée des problèmes sociaux, que la construction de réseaux étendus apporte une décentration bienvenue, et qu'enfin cette internationalisation rend service non seulement aux doctorants mais également aux professeurs.

Le RéDoc, susceptible d'être élargi à d'autres ED, tiendra en 2011 deux universités d'été, l'une à Montréal du 16 au 21 juin et l'autre à Tunis en octobre. La première a pour thème : « Penser les inégalités » et le programme est accessible sur le site du RéDoc, hébergé aujourd'hui par l'Université de Lausanne (<http://www3.unil.ch/wpmu/redoc/>). Le thème de la seconde doit être précisé dans le courant du premier trimestre 2011.

André Petitat

Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée
- à tous ses membres par voie électronique
- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

Responsable éditorial :

André Petitat

Conception :

Sophie Le Garrec

Réalisation :

Odile Saint Raymond

Crédits photos : Sophie Divay, Didier Vrancken,
www.photo-libre.com, wiki-commons

Contact : <aislf@univ-tlse2.fr>

Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :
www.aislf.org